

La première guerre mondiale et ses suites en Estonie.

Extraits de : Jean-Pierre Minaudier : **Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne**, à paraître aux ed. l'Harmattan (2007).

En 1914, les régions qui correspondent à l'actuelle Estonie formaient une province de la Russie (l'Estlande, capitale Tallinn) et la moitié nord d'une autre (la Livlande, capitale Riga). La population de ces régions était très majoritairement de langue estonienne (finno-ougrienne), mais depuis le XIII^e siècle une noblesse germanophone, en partie descendante des chevaliers teutoniques, et une population urbaine roturière également germanophone, dominaient la société. Il y avait aussi des Russes (environ 4% de la population en 1897, légèrement plus que de germanophones) : c'étaient surtout des ouvriers urbains. En effet, depuis 1710, ces régions appartenaient à la Russie, mais longtemps les tsars n'avaient pas remis en cause la domination des germanophones ; cependant, depuis 1885 environ un mouvement de russification était en cours, notamment dans l'enseignement.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, les indigènes finno-ougriens avaient acquis une conscience nationale : il était apparu une langue écrite estonienne et une littérature (la première œuvre notable date seulement de 1857), des festivals de chant (1869) et d'autres instances culturelles, puis des partis politiques nationalistes (1905). Cependant leurs revendications ne dépassaient pas l'autonomie locale et le regroupement de tous les Estoniens en une seule entité administrative : vu la faiblesse numérique de la nation estonienne (environ un million de personnes en 1911), toute autre revendication semblait irréaliste. C'est la première guerre mondiale qui, en provoquant l'effondrement de la Russie tsariste (en 1917) puis celui de l'Allemagne (en 1918), donna aux Estoniens une occasion unique de proclamer leur indépendance — laquelle fut éphémère, puisque dès 1940 l'Estonie fut réannexée par l'U.R.S.S.



Lorsqu'elle éclata en août 1914, la guerre entre la Russie et l'Allemagne fut plutôt bien accueillie dans les milieux nationalistes estoniens, d'autant que les autorités russes se dépêchèrent de clôturer la plupart des établissements scolaires germanophones et la totalité des périodiques et associations germano-baltes, d'exproprier des entreprises à capitaux allemands, d'expulser ou de déporter en Sibérie les activistes proches de Berlin et même d'interdire l'usage de l'allemand en public — une catastrophe, en revanche, pour les Germano-Baltes, qui avaient toujours été de fidèles sujets des tsars. Les esprits s'échauffèrent assez pour que le journal en langue estonienne **Teataja** s'abaissât à des déclarations du genre : « La guerre présente est une guerre sainte pour nous comme pour tous les peuples de la Baltique, une guerre contre ceux qui nous ont si longtemps opprimés et réduits en esclavage, à qui nous devons 700 ans de servitude [le servage n'avait été aboli que dans les années 1810]. L'heure de la vengeance a sonné ».

Mais dans la vague de chauvinisme russe qui s'ensuivit, l'usage de l'estonien fut également restreint. Alors certains tentèrent un rapprochement : en 1915, le nationaliste estonien Konstantin Päts et la **Ritterschaft** (c'est-à-dire l'assemblée nobiliaire héritée des temps médiévaux) d'Estlande élaborèrent un programme commun de réformes administratives qui, pour la première fois, eût placé les deux communautés linguistiques sur un pied d'égalité. Pétrograd n'en tint aucun compte. Du reste, même si la presse estonienne le soutint, ce projet n'était pas très populaire : beaucoup d'Estoniens se défiaient de leurs anciens maîtres, et maints Germano-Baltes ne plaçaient plus leurs espoirs qu'en un triomphe du **Reich**. À Berlin, des hommes qui avaient l'oreille d'une partie de l'état-major rêvaient de faire glisser le **Baltikum** (les trois provinces baltes, soit en gros l'Estonie et la Lettonie actuelles) dans l'orbite allemande : parmi cette mouvance, un Estonien, Aleksander Kesküla, faisait de la propagande pour un grand royaume multinational, sur le modèle de l'Autriche-Hongrie, qui s'étendrait sur les deux rives de la Baltique et comprendrait, entre autres, une "grande Estonie" étendue à l'Ingrie (la région entre l'Estonie et Pétrograd) et à toute la Livlande : ce doit être à peu près le seul Estonien à avoir jamais rêvé d'annexions¹. Tout cela n'était qu'utopie : sur place, quel que fût le vainqueur, les Estoniens pouvaient

¹ C'est lui également qui, le premier, attira l'attention de Berlin sur l'existence de Lénine, un extrémiste dont les projets délirants pouvaient servir l'Allemagne puisque, pour réussir sa révolution, il était prêt à signer une paix séparée à n'importe

craindre un regain d'assimilationnisme. Plus que jamais, ils étaient entre le marteau et l'enclume ; nul ne pouvait deviner que la grande boucherie allait se solder par un sanglant match nul, par l'effondrement des deux Empires rivaux et, pour les petits peuples d'Europe centrale, par une opportunité unique de prendre leur destin en mains.

Très vite, le conflit eut des effets dévastateurs. À l'été 1915, les forces allemandes avancèrent jusqu'en Courlande (le sud de l'actuelle Lettonie), où le front se stabilisa juste au sud de Riga. Près de 100.000 Estoniens furent mobilisés en trois ans, soit 20% de la population mâle ; il en mourut 10.000 à 13.000, et il y eut 20.000 blessés. En revanche, il n'y eut pas de régiments estoniens homogènes avant la chute du régime tsariste, alors qu'il apparut des régiments de tirailleurs lettons après l'invasion de la Courlande. Dans l'été 1915, la marine allemande incendia les villes estoniennes de Kuressaare et Pärnu, tandis qu'un zeppelin bombardait Paldiski. Les régions estoniennes souffrirent de la désorganisation progressive de l'économie ; l'agriculture manquait de bras, 30% des paysans et 45% des employés des **mõisad** (grands domaines fonciers) ayant été mobilisés. L'armée réquisitionna les chevaux, ainsi qu'une partie de la production agricole et industrielle. L'inflation faisait rage (en décembre 1915, les prix avaient déjà augmenté de 78%) ; le commerce en Baltique était interrompu, car la marine allemande avait miné les détroits danois et montait la garde à Kiel. Dès 1916, la faim menaçait dans les villes envahies de réfugiés et de déserteurs (surtout en Livlande septentrionale), et qui devaient entretenir d'importantes garnisons. La tension montait : il y eut autant de grèves en 1916 qu'en 1906.



À la surprise générale, le régime tsariste s'effondra en quelques jours en février 1917. À Tallinn comme à Péetrograd, cette première phase de la révolution fut assez peu violente, car les forces de l'ordre se refusèrent à défendre le régime : la flotte fraternisa avec les grévistes. Les émeutiers libérèrent les prisonniers politiques, il y eut des pillages et quelques victimes. Début mars, il apparut à Tallinn et à Narva deux soviets, assemblées non élues, composées pour l'essentiel de représentants autoproclamés de la classe ouvrière, des soldats et des marins, c'est-à-dire de militants socialistes ; les russophones y étaient très majoritaires (ils formaient les trois quarts du comité exécutif de celui de Tallinn, élu en mai). Ils prétendaient exercer une partie du pouvoir au nom d'une légitimité de classe : la région se retrouva dans une situation de dyarchie très malcommode et très instable, car il n'y eut jamais de répartition claire des tâches avec les institutions légales provisoires.

Suite à une campagne d'opinion menée par les activistes estoniens et lettons, et marquée par une grande manifestation de 40.000 Estoniens, dont 12.000 à 15.000 soldats en armes, le 26 mars, devant le palais de Tauride à Péetrograd, quatre jours plus tard le gouvernement provisoire du prince Lvov accepta le redécoupage des provinces baltes selon des critères linguistiques ; la mesure entra en vigueur en mai. Pour la première fois dans l'histoire, il apparut une entité administrative du nom d'"Estonie" qui correspondait en gros à l'Estonie actuelle (sauf Narva). Autre révolution, l'estonien devint la langue d'enseignement de tous les établissements scolarisant des Estoniens. Les diètes germano-baltes furent abolies ; un Estonien, le maire de Tallinn, Jaan Poska (1866-1920), devint commissaire du gouvernement pour l'Estonie en attendant l'élection d'une assemblée provinciale ; on renvoya des fonctionnaires russophones. En avril, Péetrograd autorisa la formation d'un régiment estonien, fort d'environ 8.000 hommes : l'armée se débandait, les désertions se multipliaient, et les dirigeants russes espéraient que des soldats recrutés dans les régions proches du front auraient au moins à cœur de défendre leur terre.

Des élections provinciales eurent lieu en mai dans les campagnes et en août-septembre dans les villes : l'assemblée issue de ce scrutin est connue sous le nom de Diète (**Maapäev**). Elle eut finalement 62 membres, dont cinq bolchéviques, neuf menchéviques, huit S.R., sept représentants seulement du Parti démocrate estonien, un élu germanophone et un suédophone. Il apparut par ailleurs un Parti agrarien (**Eesti Maarahva Liit**), auquel Päts se rallia faute d'avoir pu fonder son propre groupe, et un Parti travailliste estonien (**Eesti Töerakond**) dirigé par Jüri Vilms.

La plupart des socialistes avaient été élus dans les villes à la fin du processus électoral, signe de la radicalisation rapide de la situation politique en Russie, qui n'épargna nullement les provinces baltes.

quel prix. Début 1917, le **Reich** le rapatria dans son pays pour qu'il y semât le désordre — l'opération réussit au-delà de toute espérance.

À Tallinn, les bolchéviques obtinrent 31% des voix, les S.R. 22% (il est vrai qu'en cette fin d'été, le quart des habitants étaient des russophones, et qu'outre les ouvriers, 16% des votants étaient des soldats, particulièrement sensibles à la propagande défaitiste des bolchéviques). Les chiffres furent encore plus favorables aux bolchéviques à Narva, ville frontalière de la Russie et déjà en bonne partie russophone (47%); dans les petites villes en revanche l'extrême-gauche était moins forte. En septembre-octobre, les bolchéviques prirent le contrôle des soviets de Tallinn et de Narva; sur l'ensemble de l'Estonie ils passèrent de 150 militants en mars à environ 20.000 en octobre, ce qui en faisait de loin le premier parti de la région.

La situation se dégrada si vite à tous points de vue que les institutions élues n'eurent pas le temps de se stabiliser. Fin août, les Allemands reprirent l'offensive en Lettonie, et le 29 septembre ils débarquèrent dans l'île de Saaremaa. Il y avait alors 200.000 soldats sur le territoire de l'Estonie, deux fois plus qu'en février; de plus en plus indisciplinés, ils passaient plus de temps en meetings qu'en activités militaires. Les bolchéviques menaient la politique du pire, espérant profiter de l'anarchie: les soviets faisaient de l'obstruction systématique. Bref, la perspective d'une Russie apaisée et démocratique où l'Estonie eût joui d'un statut d'autonomie s'éloignait à grands pas: c'est alors que la question de l'indépendance commença à se poser. Juste après l'attaque allemande, le 25 août, le nationaliste modéré Jaan Tõnisson obtint, à l'unanimité moins une voix des députés déjà élus (la Diète avait commencé à siéger en juillet sans les élus des villes), la constitution d'une délégation chargée de prendre langue avec les diplomates de l'Entente pour protéger la perspective d'une autodétermination du peuple estonien.



Le 27 octobre, deux jours après le putsch bolchévique dans la capitale, un Comité militaire révolutionnaire d'Estonie, surgi du néant quelques jours plus tôt et dirigé par le Russe Ivan Rabtchinski et l'Estonien Viktor Kingissepp, déposa Poska et prit le pouvoir au nom du nouveau régime; un comité exécutif des Soviets estoniens, dirigé par Jaan Anvelt, était censé incarner le pouvoir civil. Des événements comparables eurent lieu à Narva et à Tartu. Mais le nouveau pouvoir, largement dominé par des russophones, ne parvint pas à s'imposer: les fonctionnaires se mirent en grève; à Tallinn, les bolchéviques ne réussirent à renvoyer le conseil municipal qu'en janvier 1918. Surtout, la Diète refusa de se saborder: le 15 novembre, lors de sa première et dernière séance plénière, elle se proclama organe souverain du pouvoir en Estonie jusqu'à la réunion d'une Constituante panrusse. Comme elle allait être réduite à la clandestinité, elle délégua ses pouvoirs à un Comité des anciens.

Les élections constituant panrusses, prévues avant le putsch et maintenues par les bolchéviques qui espéraient en tirer parti, s'étaient tenues en Estonie du 12 au 14 novembre, partout sauf dans les îles, déjà occupées par les Allemands. Les résultats témoignèrent de la radicalisation accélérée de la population, Estoniens et ruraux compris: juste après le putsch, comme dans tout le pays, les promesses de Lénine en matière de paix, d'autodétermination des peuples et de réforme agraire (les "décrets d'Octobre") assurèrent à ses partisans un surcroît de popularité qui fut éphémère, mais leur donna le temps de se ressaisir. En Estonie, ils obtinrent 40% des voix (48% à Tallinn) contre 24% à l'échelle de toute la Russie (un échec), tandis que les S.R. n'en rassemblaient que 10%, contre 40% à l'échelle nationale; le Bloc démocratique de Tõnisson n'obtint que 23% des voix (mais 53% à Tartu) et les travaillistes, 22% (tous ces chiffres excluent les soldats qui votèrent à part). Forts de ce succès régional, les bolchéviques convoquèrent un autre scrutin, pour élire une Constituante estonienne. Dans les premières localités où il se tint les 21 et 22 janvier 1918, ils obtinrent 37% des voix, signe d'un net déclin vu que Tartu, et une bonne partie des campagnes, n'avaient pas encore voté. Conscients de leur échec, ils empêchèrent la consultation d'aller à son terme: sous prétexte d'un complot des Germano-Baltes et des nationalistes pour livrer l'Estonie à l'Allemagne, ils proclamèrent l'état de guerre. De même, le 5 janvier, à Péetrograd, ils avaient dispersé la Constituante panrusse: puisqu'ils n'y avaient pas obtenu la majorité, elle ne pouvait leur être utile.

Ces méthodes ôtaient toute légitimité au nouveau pouvoir — sauf, bien sûr, dans l'esprit des bolchéviques d'Estonie et d'ailleurs, pour qui les concepts bourgeois de légitimité et de légalité n'avaient aucune espèce de pertinence. Mais pour tous ceux qui ne privilégiaient pas la lutte des classes au sens léniniste, c'est-à-dire qui n'acceptaient pas que les relations sociales et politiques fussent réglées par la seule violence, la perspective d'une indépendance de l'Estonie avait brusquement cessé d'être utopique: les liens tissés avec la Russie depuis 1710 (éventuellement détestés, mais indéniables et légitimes, avec

un pouvoir lui-même légitime) étaient rompus. En décembre, le Comité des anciens éleva les régiments estoniens au rang de division, embryon d'une armée nationale. Cependant l'Estonie était si petite et si peu peuplée que Tõnisson hésita encore : il proposa une fédération à la Finlande et aux pays scandinaves, qui refusèrent. Aussi, début 1918, les esprits évoluèrent en faveur d'une indépendance pure et simple. Pour tâter le terrain, le Comité des anciens envoya des plénipotentiaires, désormais désignés comme tels, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Scandinavie.

Même les S.R. et les menchéviques soutenaient désormais l'indépendance ; seuls les bolchéviques s'y opposaient farouchement par désir d'unité révolutionnaire et par haine du nationalisme (le nom de leur section locale ne faisait même pas mention de l'Estonie, c'était l'"organisation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie pour la Baltique orientale"). Ils multipliaient les violences anticléricales, les nationalisations, les confiscations arbitraires ; cependant il n'y eut pas d'exécutions politiques. Fin janvier, ils proclamèrent les Germano-Baltes coupables de trahison collective² : environ 550 personnes furent déportées en Russie intérieure. Le 19 février³, le Comité des anciens, en difficulté face à la répression et inquiet de la perspective d'une occupation allemande, délégua ses pouvoirs à un Comité de salut public (**Päästekomitee**) de trois membres, dont Päts et Vilms.

En effet, les Allemands, furieux de l'impasse où se trouvaient alors les négociations de Brest-Litovsk avec les bolchéviques, et saisissant le prétexte des déportations de Germano-Baltes, venaient de reprendre l'offensive à partir de la Lettonie et des îles, le 18 février ; le régiment estonien cantonné à Haapsalu, à peu près la dernière force organisée sur place, refusa de leur résister. En hâte, les bolchéviques procédèrent à l'évacuation de leurs cadres locaux, ainsi que des ouvriers qui voulurent bien les suivre et de l'outillage des usines qu'ils parvinrent à piller : le 23, ils avaient quitté Tallinn. Profitant de l'absence éphémère de tout occupant, le 24 février 1918, le Comité de salut public proclama l'indépendance de l'Estonie « dans ses frontières historiques et ethnographiques », plus pour prendre date, notamment vis-à-vis des Occidentaux, que dans l'espoir qu'elle devînt une réalité immédiate. Effectivement, le lendemain, l'armée allemande prit Tallinn. Tartu était tombée la veille ; le 3 mars, l'ensemble de l'Estonie, Narva comprise, était occupé.

Le traité de Brest-Litovsk, signé le même jour, reconnaissait cet état de fait ; plus tard, dans un protocole additionnel signé en août, la nouvelle Russie renonça à sa souveraineté sur ces régions. Plus tard, cela inspira le commentaire suivant au diplomate Ants Piip : « C'est la Russie qui s'est séparée de nous, non pas nous de la Russie. C'est la Russie, c'est le peuple russe, qui a tenté de sauver sa peau en nous vendant aux Allemands ». Mais seule la défaite du **Reich** au mois de novembre suivant sauva l'Estonie d'un destin allemand — et ce dans un sens bien plus inquiétant qu'au Moyen Âge : les indigènes étaient promis à la germanisation forcée, ce qui n'avait jamais été le projet des chevaliers teutoniques ni de leurs successeurs. Bref, la proclamation de l'indépendance, dont l'anniversaire est aujourd'hui la fête nationale, n'eut rien d'une libération : l'avenir s'annonçait sous les couleurs les plus sombres.



L'occupation allemande dura neuf mois, jusqu'à la défaite du **Reich** en novembre 1918 ; passablement dure, elle empêcha les bolchéviques de prendre le contrôle définitif de la région. Des Germano-Baltes s'emparèrent de ce que les militaires voulurent bien leur laisser de pouvoir, et dispersèrent l'ensemble des institutions estoniennes. Il y eut de nombreuses arrestations, dont celle de Päts en avril, et environ 200 personnes furent exécutées, aussi bien des rouges que des nationalistes — ainsi Vilms disparut fin mars, alors qu'il se rendait en Finlande par la mer gelée pour réclamer de l'aide aux Occidentaux ; sans doute fut-il abattu par les Allemands. La **Reichswehr**, qui manquait de tout après quatre années de guerre, pilla méthodiquement ce qui restait à piller. La censure faisait rage. Pour la première fois, il y eut une ébauche de germanisation autoritaire, notamment dans le système éducatif : en septembre, l'université de Tartu rouvrit en allemand. Surtout, les nouveaux dirigeants organisèrent, dans les trois anciennes provinces baltes, l'élection d'un Conseil national (**Landesrat**) qui devait proposer "au roi de Prusse", c'est-à-dire à l'Empereur Guillaume II, ou à défaut à un autre Hohenzollern, la

² Eux-mêmes avaient accepté de l'argent allemand en 1917, Lénine était rentré en Russie dans un wagon de l'armée allemande...

³ N.B. À partir de ce passage, les dates sont données dans le calendrier grégorien.

couronne d'un grand-duché du **Baltikum**, formellement indépendant mais manifestement promis à un destin comparable à celui de l'Écosse parmi les domaines de la Couronne britannique. Les Estoniens y avaient 13 représentants (et les Lettons 10), contre 35 pour les Germano-Baltes. Il se réunit à Riga en avril ; mais l'Allemagne hésita durant plusieurs mois, en partie parce qu'elle avait pris d'autres engagements à Brest-Litovsk, en partie parce que les **Junker** prussiens au pouvoir tenaient en piètre estime leurs misérables et ignares cousins des tourbières fenniques. La reconnaissance du **Baltikum** par Berlin ne vint qu'en septembre, et la proclamation de son indépendance, début novembre, alors que l'Empire avait déjà commencé à s'effondrer.

Réduit à la clandestinité, le gouvernement provisoire estonien nommé par le Comité de salut public le 24 février n'encouragea qu'une résistance passive, car les forces en présence étaient trop inégales. En revanche, en mai, les plénipotentiaires parvinrent à obtenir des gouvernements italien, français et britannique une reconnaissance de l'indépendance, mais de fait seulement : les diplomates détestent le changement, et les Puissances voulaient se ménager la possibilité d'une reconstitution de la Russie dans ses anciennes frontières en cas de défaite des rouges. Le jour même de l'armistice, le 11 novembre, le gouvernement provisoire sortit de l'ombre et Päts, libéré, se mit à sa tête ; dix jours plus tard, la **Reichswehr** lui remit le pouvoir sans combats — il y avait d'autres urgences en Allemagne même, où la République avait été proclamée le 9 et où l'anarchie révolutionnaire gagnait tout le pays.



Mais un autre danger guettait : la Russie soviétique, profitant de l'effondrement de l'Allemagne, dénonça le traité de Brest-Litovsk dès le 13 novembre et s'empessa d'essayer de récupérer les régions dont elle avait perdu le contrôle au début de l'année, dans le but d'avancer en direction de l'Europe danubienne et de l'Allemagne, son objectif essentiel. Même si les bolchéviques étaient animés d'une idéologie internationaliste, pensaient en termes de conflits de classes et non d'impérialismes étatiques et affichaient leur respect de toutes les cultures, en Estonie ce conflit ne fut pas une guerre civile, encore moins une lutte de classes, mais bien une guerre d'indépendance mettant aux prises un petit pays et un grand Empire désireux d'écraser ses voisins : pour l'essentiel, un camp était formé de nationalistes estoniens et l'autre était composé de Russes. Même dans les régiments de "tirailleurs estoniens" que l'Armée rouge mit en avant pour donner le change, les bolchéviques (largement russophones) émigrés en 1918 et les Estoniens de Russie furent toujours minoritaires ; du reste, l'un de ces régiments fit défection en mai 1919. En revanche, il ne restait plus guère de rouges en Estonie même : ils avaient fui ou avaient été exécutés au printemps. À cause de l'intermède allemand, il n'y avait plus non plus ni soldats ni marins russes pour soutenir la révolution, et Lénine avait fait évacuer une bonne partie des ouvriers arrivés de Russie intérieure durant la guerre. Le projet bolchévique avait perdu beaucoup de sa popularité : les illusions de l'automne 1917, alors que peu d'Estoniens croyaient à l'indépendance et que Lénine n'était pas encore au pouvoir, n'avaient pas résisté au spectacle de l'horreur où les rouges avaient plongé les régions qu'ils contrôlaient. Dans ces conditions, pour de nombreux Estoniens, même de sensibilité socialiste, l'indépendance était désormais une nécessité vitale. Il demeurait cependant une minorité prosoviétique : en décembre 1918, Kingissepp tenta d'organiser un soulèvement ouvrier à Tallinn ; une révolte qui éclata en février 1919 à Saaremaa contre la conscription obligatoire, et qui fut réprimée dans le sang en cinq jours, eut peut-être une dimension de sympathie pour la révolution bolchévique (c'est du moins ce qu'assuraient les historiens de l'époque soviétique). Mais ces deux événements n'eurent que des effets minimes sur le déroulement du conflit.

À la mi-novembre 1918, un Comité révolutionnaire provisoire d'Estonie, fondé par les bolchéviques à Péetrograd, se proclama seul pouvoir légal et appela l'Armée rouge à la rescousse. La **Wehrmacht** repoussa la première attaque sur Narva, le 22, mais elle se retira des combats début novembre. Le gouvernement provisoire improvisa une mobilisation générale, sans grand succès dans un premier temps car peu d'Estoniens croyaient à la victoire ; il appela la Finlande et la Grande-Bretagne à l'aide. Le 28 novembre, les rouges repassèrent à l'attaque et prirent Narva : début janvier 1919, ils occupaient tout l'est et le centre-sud de l'Estonie (ainsi que l'essentiel de la Lettonie) et se trouvaient à 30 km de Tallinn, où Kingissepp tenta sans succès d'organiser un soulèvement. Le lendemain de la prise de Narva, ils y avaient proclamé une Commune des travailleurs d'Estonie (**Eesti Tööraha Kommune**). Présidée par Anvelt, elle se prétendait indépendante de la Russie mais mena une politique directement inspirée du communisme de guerre léniniste : nationalisation des entreprises et

confiscation des grands domaines, qui devaient être non pas répartis entre les paysans mais transformés en “communes”, c’est-à-dire en fermes d’État. Avec cela, elle n’eut jamais la moindre ébauche de popularité, d’autant qu’en liaison avec l’Armée rouge elle fit régner une terreur systématique : on déplora entre 500 et 650 morts, 2.500 à 4.000 arrestations, il apparut des camps de concentration. Elle prit notamment des mesures anticléricales extrêmes : tous les prêtres furent interdits de séjour en Estonie, les fêtes religieuses prohibées, les biens des Églises confisqués ; à Tartu, en janvier 1919, des bolchéviques massacrèrent neuf prêtres, dont un évêque orthodoxe.

Une armée estonienne avait commencé à se constituer tant bien que mal sous le commandement de Johan Laidoner, un lieutenant-colonel de l’armée tsariste. Elle reprit l’offensive début janvier, avec l’aide plus ou moins efficace de bataillons de volontaires (en esonien **malevad**) qui s’étaient formés spontanément au sein, notamment, de sociétés sportives, de corporations étudiantes ou même parmi les lycéens. Il y eut même un régiment germano-balte, sans doute essentiellement motivé par l’anticommunisme. Par ailleurs, des soutiens commençaient à arriver de l’étranger : en décembre 1918, une escadre britannique avait débarqué à Tallinn pour éviter une attaque bolchévique par la mer. Elle apporta des armes, des munitions, puis des vivres et du combustible, tandis que la Finlande envoyait du matériel et consentait un prêt ; des volontaires lettons, danois, suédois et surtout finnois vinrent prêter main-forte. En trois semaines (7 janvier-1er février), les blancs délivrèrent l’essentiel du territoire ; la contre-terreur fit 400 à 500 victimes parmi les rouges. Mais les bolchéviques reprirent l’offensive au sud-est en février ; les combats furent incertains jusqu’en mai, date à laquelle les Estoniens parvinrent à reprendre l’initiative et à porter la guerre en territoire russe et letton, avec, sur le front russe, l’aide des Russes blancs de l’Armée du nord-ouest de Nikolai Nikolaïevitch Ioudénitch, basée au départ à Pskov. Cependant la confiance ne régnait guère entre blancs, car Ioudénitch avait pour projet de rétablir intégralement la Russie tsariste et refusait de reconnaître l’indépendance des pays baltes.

Ayant atteint au sud la Daugava (le fleuve qui forme l’axe de l’actuelle Lettonie), les Estoniens se heurtèrent à un autre acteur de cette mêlée générale : les Allemands. En effet, le gouvernement provisoire letton de Karlis Ulmanis, en grande difficulté face aux bolchéviques (auxquels les régiments de tirailleurs lettons s’étaient ralliés), avait eu l’imprudence d’appeler à l’aide les corps francs (**Freikorps**) stationnés en Courlande. C’étaient des armées privées apparues après la défaite : une Division de fer regroupait des militaires allemands démobilisés qui s’étaient portés volontaires pour défendre la région contre les bolchéviques dans le cadre de l’article 12 de l’armistice ; une **Baltische Landeswehr** rassemblait des Germano-Baltes hostiles aux nationalistes locaux comme aux rouges. L’ensemble, sur décision des autorités de Berlin, était aux ordres du comte Rüdiger von der Goltz⁴. Bien sûr, ils n’avaient pas mis longtemps à renverser le gouvernement letton, en avril 1919, et l’avaient remplacé par des fantoches qui œuvraient à la restauration du **Baltikum**. Ils entreprirent de reprendre Riga et le nord de la Lettonie, toujours aux mains des bolchéviques ; à l’évidence, ils menaçaient aussi l’Estonie, qui faisait partie de leurs anciens domaines.

Les 19-23 juin, les forces estoniennes, commandées par le général Ernst Põdder et secondées par ce qu’il restait d’armée lettone, les arrêtèrent à proximité de Cesis, c’est-à-dire tout près de la rivière Ümera où, sept siècles auparavant (en 1210), les croisés allemands, ancêtres des chevaliers teuoniques, avaient été bousculés par un parti d’indigènes. C’était un épisode mineur, car l’adversaire essentiel était ailleurs. Pourtant la “seconde bataille d’Ümera” a fait l’objet de toute une propagande dans l’Estonie indépendante de l’entre-deux-guerres : en 1934, le 23 juin fut proclamé “Fête de la victoire” (**Võidupüha**), et une brochure d’instructions officielles publiée l’année suivante réécrivant toute l’histoire à la lumière de l’indépendance enfin acquise, en faisait le nœud d’une lutte séculaire pour la liberté : « Ce

⁴ Le premier roman de Marguerite Yourcenar, **Le coup de grâce**, paru en 1939, évoque ces ultimes combats des Germano-Baltes, mais sur un autre front, en Courlande orientale ; l’héroïne s’appelle Sophie de Reval (le nom allemand de Tallinn). Dans le dernier volume de ses mémoires, **Quoi ? L’éternité**, Yourcenar présente un certain Egon de Reval, un ami de sa mère, comme le modèle d’Éric von Lhomond, le narrateur du **Coup de grâce**, et place en Estlande certains épisodes de la vie de ses parents. L’ensemble évoque les réalités baltes avec sensibilité et intelligence, mais les mémoires sont à peu près aussi romancées que le roman : le modèle d’Éric est en réalité le pianiste Conrad von Vietinghoff, un descendant d’une très vieille famille de propriétaires fonciers de Courlande, qui passa une partie de sa jeunesse à Tallinn.

que nous célébrons le 23 juin, c'est avant tout la réalisation des efforts et des rêves de générations d'Estoniens. La bataille pour l'existence et la liberté politique de notre peuple, commencée aux jours de Lembitu [le Vercingétorix local, mort en 1217 dans une bataille contre les croisés allemands], a duré des siècles, sans interruption, contre les occupants successifs, l'ordre de Livonie [la branche locale des chevaliers teutoniques], la Suède, la Russie ; elle s'est reflétée dans les feux de la saint-Georges, dans les horreurs de la saint-Thomas, dans les révoltes de Pühajärv, de Mahtra et d'Anija [références à diverses révoltes paysannes des XIV^e, XVIII^e et XIX^e siècle] (...). Il ne suffit pas que la victoire de Cesis soit devenue une fête nationale célébrée dans tout le pays. Sa signification (...) doit devenir compréhensible à chaque Estonien et même à chaque enfant, comme celle de la fête de Noël leur est compréhensible. C'est sur cette base qu'il nous faut éduquer la jeune génération dans la perspective de grands exploits comme ceux qu'ont accomplis nos ancêtres dans leur longue lutte pour leur liberté, ou ceux qu'ont réalisés nos soldats dans la guerre d'indépendance ».

Sur sa lancée, l'armée estonienne faillit prendre Riga, mais un arbitrage des Puissances aboutit à un accord aux termes duquel Ulmanis retrouva le pouvoir ; von der Goltz rentra en Allemagne, où il devint plus tard l'une des figures du nazisme. Il y eut encore un épisode comparable à l'automne : en octobre, Ulmanis appela les Estoniens à la rescousse contre un corps franc formé d'Allemands, de Germano-Baltes et de Russes blancs, qui, sous les ordres d'un germanophone de Biélorussie, Pavel Bermond-Avalov, menaçait Riga depuis la Courlande. Deux régiments estoniens aidèrent à en venir à bout début novembre.

Mais à l'été 1919, Ioudénitch et les Estoniens commencèrent à céder du terrain en Russie : ils n'avaient pas su s'attirer la sympathie des populations civiles, qui détestaient les bolchéviques mais craignaient plus que tout le retour au tsarisme, et leur alliance battait de l'aile. Les Estoniens souhaitaient se retirer de cette guerre qui n'était pas la leur, car le sort de la Russie ne les intéressait pas ; ils étaient d'ailleurs trop faibles pour y influencer, et à court terme ils avaient plus à perdre à un renforcement de Ioudénitch qu'à une victoire des bolchéviques. De son côté, Lénine avait compris que la révolution et la guerre civile avaient épuisé la Russie et qu'il lui faudrait quelques mois ou quelques années de répit pour pouvoir relancer la lutte des classes à l'échelle mondiale : pour cela, la révolution devait s'institutionnaliser, se territorialiser, accepter d'être provisoirement bornée — même si c'était à un pays amputé de ses régions les plus européennes, les plus ouvrières, dont la Pologne et les provinces baltes. Il dissout la Commune des travailleurs d'Estonie sans autre forme de procès, et retira du front les régiments de tirailleurs rouges estoniens et lettons.

Dans ces conditions, l'Estonie fut le premier pays à engager officiellement des pourparlers de paix avec la Russie, en septembre 1919, à la fureur des Puissances, qui rêvaient encore de renverser les bolchéviques, comme des autres belligérants du front nord-occidental, la Finlande, la Lettonie et la Lituanie, qui se sentirent trahies. Les négociations furent interrompues en octobre par une offensive de Ioudénitch sur Pétrograd, que l'armée estonienne soutint mollement à la demande des Britanniques. Ce fut un échec, dont l'Armée du nord-ouest ne se remit pas : défaite, elle se replia en Estonie, mais les Estoniens, méfiants, la désarmèrent et internèrent les fugitifs qui se présentèrent à la frontière, malgré les protestations de Londres. L'affaire faillit mal tourner : le front se rapprocha de Narva, que les rouges tentèrent de prendre en décembre. À cette date, l'armée estonienne avait eu environ 3.500 morts : il était temps que le conflit prît fin.



Entre-temps, début décembre 1919 (en pleins combats encore), de nouveaux pourparlers de paix s'étaient engagés à Tartu, les Occidentaux ayant renoncé à s'y opposer frontalement. La délégation estonienne était dirigée par Poska, et la délégation bolchévique par l'homme qui avait mené la première phase des négociations de Brest-Litovsk, Adolf Abramovitch Ioffé. Ils conclurent un armistice, puis, avec l'accord des Occidentaux, à la signature du traité de Tartu, le 2 février 1920. C'était le tout premier document par lequel la révolution bolchévique, universelle dans son principe, acceptait de se reconnaître une frontière. La nouvelle Russie reconnaissait « sans conditions » l'indépendance de l'Estonie et « renonçait volontairement et éternellement à l'ensemble de la souveraineté que la Russie avait exercé sur le peuple estonien et sur l'Estonie ».

La nouvelle frontière, âprement négociée, passait un peu à l'est des limites des anciennes provinces baltes, soit un gain territorial de 5% environ pour l'Estonie : au nord-est, elle incluait Narva

et une bande de quelques kilomètres, essentiellement peuplée de russophones, sur la rive droite du fleuve Narva, avec la ville d'Ivangorod ; au sud-est, la région du Setumaa, de peuplement pour un tiers estonien, pour deux tiers russe, avec la ville de Petchory. On traça les frontières avec la Lettonie dans les mois suivants, sur des critères essentiellement linguistiques, non sans mal (il y eut même quelques incidents armés). On procéda à quelques échanges volontaires de populations, mais il demeura des hameaux estoniens en Lettonie. Valga, ville mixte, se retrouva coupée en deux : l'Estonie hérita du centre-ville. Toujours en 1920, les habitants (suédophones) de l'île de Ruhnu, dans le golfe de Riga, choisirent par référendum de devenir estoniens plutôt que lettons, pour des raisons assez basement matérielles : quelques semaines avant le vote, l'Estonie leur avait acheté une grosse cargaison de graisse de phoque en souffrance...